

Nichtamtlicher Teil

Aus den Archiven des belgischen Kolonialministeriums.

(Siebente Veröffentlichung.)

Die kongoleesche Justiz und die häufige Nichtanwendung des Auslieferungsvertrages zwischen dem Kongostaat und Belgien.

Auf die in der Presse, in Broschüren und Büchern, in den Parlamenten Belgiens, Deutschlands und Englands so häufig gegen den Kongostaat erhobenen Anschuldigungen wegen der Vergewaltigungen und grausamen Behandlung der Eingeborenen am Kongo durch die Beamten des Staates sowie durch die Agenten der großen Konzessionsgesellschaften pflegte von kongostaatlicher Seite regelmäßig erwidert zu werden, daß solche beklagenswerten Ausschreitungen in allen Kolonien vorkämen, daß es aber das eifrige Bestreben der Verwaltung, jomeit es in ihrer Macht liege, sei, diese vereinzeltten Mißbräuche und Grausamkeiten durch Dekrete und Gesetze abzustellen und durch sorgfältige Auswahl des Personals den betrautgenordneten Umständen abzuwehren. Die Justiz tue am Kongo ihre Pflicht. Jeder Schuldige, er möge so hoch stehen, wie er wolle, werde unmissverständlich verfolgt und bestraft. So richtete z. B. der Generalsekretär des Departements der Auswärtigen Angelegenheiten des Kongostaates, M. de Cubelier, auf Anlaß von heftigen Angriffen, die in der belgischen Kammer am 11. April 1900 in dieser Beziehung gegen die Kongoverwaltung vorgebracht worden waren, **)

folgende pomphafte Protestnote an den belgischen Minister des Außern, M. de Faverau:

Bruxelles, le 23 Avril 1900.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser, au nom de l'Etat du Congo, une vive protestation contre les accusations dirigées contre lui en la séance de la Chambre des Représentants du 19 avril.

L'affirmation qui y a été produite, que „l'oeuvre africaine est devenue une oeuvre de massacre, de pillage, de vol et d'incendie“, suffit à montrer le système de parti pris et d'exagération qui toujours caractérise les attaques dont l'Etat est l'objet. Il suffit que tels ou tels faits soient allégués, sans être d'ailleurs autrement prouvés, pour que l'on essaie de jeter le discrédit sur l'Administration toute entière et de méconnaître ou de nier les résultats et les progrès acquis. Il semble cependant qu'une critique impartiale devrait apprécier l'oeuvre dans son ensemble, et pour

exemples que lui donnaient ses chefs, en ne montrant aucun respect pour la vie et les droits des indigènes. de ce fait encore que bien plus qu'à faire le commerce, il avait été proposé à faire la guerre et dompter les indigènes qui ne voulaient pas travailler pour la Société.“

Diese Vorgelegten, ein gewisser van Eyden und ein Leutnant Weynants, blieben aber unbehelligt. Der erstere war im Sommer 1898 nach Belgien zurückgekehrt und der andere wurde am 14. März 1900 von den aufs äußerste getriebenen Eingeborenen in Nambinga totgeschlagen. Die Verwandten Morans reichten wiederholt Gnadengesuche für ihn beim belgischen Herrscherhaus ein. Es wurden ärztliche Zeugnisse vorgebracht, nach denen der Verurteilte sich in der Heimat bereits in irrenärztlicher Beobachtung befunden habe, daß er wegen Verstandesstörung, beginnender Tuberkulose, als Keuchpneum und aus dem moralischen Gleichgewicht Gebrachter zum Militärdienst untauglich befunden worden sei. Nachdem er mehrmals Fluchtversuche aus dem Gefängnis unternommen hatte und wiederholt wegen störrischen Verhaltens hatte bestraft werden müssen, wurde er schließlich, nachdem er ein Viertel seiner Strafzeit abgeübt hatte, nach den bestehenden Bestimmungen bedingungsweise in Freiheit gesetzt und nach Belgien entlassen. Derartige Agentenmaterial wurde von der Gesellschaft, die bezeichnenderweise die Gerichtskosten für den Angeklagten getragen hatte, auf die Kongoener losgelassen!

*) Vgl. zuletzt „D. Kol. M.“ 1917, Nr. 7, S. 117 ff.

**) Es handelte sich um damals in Belgien bekanntgewordene sehr erhebliche Ausschreitungen, die Agenten der berühmten „Société anversoise pour le commerce au Congo“ und der „Wir-Gesellschaft“ sich gegen die Eingeborenen hatten zuschulden kommen lassen. So hatte im Mongala-Gebiet ein Agent der erstgenannten Gesellschaft, ein gewisser J. Moray, den Häuptling Mlibou, den einzigen, der damals in dieser Gegend noch zu den Weißen hielt, als er Lebensmittel zur Station Mandisa brachte, ergriffen, prügeln und an einen Pfahl binden lassen. Dann ließ Moray den Mann los und als der Häuptling sich langsam und äugend entfernte, schoß er ihn von hinten über den Rücken. Die Absicht, ihn zu töten, entging selbst dem Ermordeten nicht. Denn nach Zeugnisaussagen entfernte sich derselbe nur zaghaft und nachdem er Moray wiederholt gefragt hatte: „Du wirst doch nicht auf mich schießen? Moray wurde von dem Gericht in Yoma am 12. September 1900 zu zehn Jahren Gefängnis verurteilt und auf eingelegte Berufung wurde dieses Urteil am 10. Dezember bestätigt. Der Gerichtshof erkannte dabei noch auf widernde Umstände im Hinblick auf den nervösen Zustand des Angeklagten und weil es außerdem gerecht sei, „de tenir compte des



tout esprit non prévenu, l'histoire de l'Etat du Congo depuis 15 ans, est là pour faire justice des calomnies avancées contre lui en Belgique et à l'étranger. On ne peut, en effet, contester que dans ce laps de temps relativement court, des progrès notables se sont réalisés; que le Congo de nos jours n'est plus le Congo dont Stanley constatait en 1878 la barbarie et les moeurs sauvages; que les conditions matérielles et morales de l'indigène se sont améliorées, en raison de l'établissement de nombreux centres civilisateurs, de la disparition de la traite et des razzias arabes, de la suppression graduelle des guerres intestines, de la notable diminution du cannibalisme et des sacrifices humains, de l'évangélisation par les missionnaires. Faut-il donc que soient méconnus ces progrès parce qu'il se trouverait que des agents auraient transgressé les lois et violé leurs instructions?

Au Congo, comme ailleurs, des délits et des crimes se commettent. Le devoir s'impose pour l'autorité de les réprimer et elle n'y faillit pas. On a pu constater qu'aux termes de la lettre au Substitut de Nouvelle-Anvers qui a été produite, une enquête est ouverte au sujet des faits dernièrement révélés, et l'assurance peut être donnée que, dans cette affaire, comme en toute autre relevant du domaine pénal, la Justice s'acquittera de sa mission. Si les atrocités signalées sont réelles, le châtement frappera les coupables.

Dès que le Gouvernement a connu, par la voie de la presse, les faits dont il s'agit, il a donné au Congo des ordres télégraphiques pour que l'instruction que le Parquet a ouverte spontanément soit menée avec diligence et pour que, le cas échéant, la juridiction répressive soit saisie. Selon les dispositions en vigueur, ce seront les tribunaux de Boma même qui auront à statuer, avec, par conséquent, les garanties résultant d'une publicité plus grande et d'un contrôle plus effectif de l'opinion publique.

Il y a dans la prison de Boma, a-t-on dit, vingt blancs emprisonnés pour actes de cruauté. La criminalité des blancs^{*)} n'est heureusement pas aussi grande, mais il est exact que trois Européens purgent en ce

moment la peine de servitude pénale à laquelle ils ont été condamnés pour violence envers les indigènes. C'est donc que la Justice ne reste pas inactive. L'un a été condamné à la servitude pénale à perpétuité, le second à dix ans, le troisième à deux ans et demi.

Nul, si haut placé soit-il, n'est au-dessus de la loi, et pour reprendre le cas de Mr. Fiévez, on a vu cet officier, Commissaire Général, avec toute l'autorité que lui donnaient cette situation élevée et une longue carrière africaine, avoir à comparaître devant les tribunaux le jour où un fait précis fut dénoncé à sa charge.

Il fut acquitté.

L'Etat n'intervient pas seulement pour réprimer les délits, il vise à les prévenir par les instructions données à ses propres agents et par une surveillance et un contrôle sur les agents qui relèvent des Sociétés commerciales.

Il convient de citer une fois encore ces instructions:

„Les agents préposés à l'exploitation du domaine privé consacrent tous leurs soins au développement de la récolte du caoutchouc et des autres produits de la forêt. Quel que soit le mode d'exploitation adopté à cet effet, ils sont tenus d'accorder aux indigènes une rémunération qui ne sera en aucun cas inférieure au montant du prix de la main d'oeuvre nécessaire à la récolte du produit, cette rémunération est fixée par le Commissaire de district qui soumet son tarif à l'approbation du Gouverneur Général.

L'Inspecteur d'Etat en mission vérifie si ce tarif est en rapport avec le prix de la main d'oeuvre, il veille à sa stricte application et il examine si les conditions générales d'exploitation ne donnent lieu à aucune plainte justifiée. Il fait comprendre aux agents chargés du service que par le fait de rétribuer équitablement l'indigène, ils emploient le seul moyen efficace d'assurer la bonne administration du domaine, et de faire naître chez lui le goût et l'habitude du travail.“

Les agents de l'Etat sont strictement tenus d'observer ces instructions, et il est à noter que parmi les blancs qui seraient compromis dans les derniers événements, il ne se trouve pas un seul agent de l'Etat.

Les dépenses à charge du budget pour rémunération de la main d'oeuvre indigène atteignent le chiffre de deux millions.

Des inspections régulières se font d'autre part dans les régions exploitées par les particuliers. Au retour d'une de ces tournées d'inspection dans le Haut-Congo, Mr. le Major

*) Nach einer den Akten entnommenen Notiz wurden zu einer „servitude pénale“ von mindestens zwei Monaten verurteilt:

1894 . . .	3	Agents des Etats.
1895 . . .	0	„ „ „
1896 . . .	5	„ „ „
1897 . . .	2	„ „ „
1898 . . .	4	„ „ „

Michel, Inspecteur d'Etat, ne signale nulle part de système de procédés cruels ou inhumains vis-à-vis des indigènes.

Un rapport d'un haut fonctionnaire, envoyé en mission précisément dans la région de la Mongala, apprécie comme suit le mode d'exploitation de la Société dont les agents sont aujourd'hui mis en cause:

„Voici comment la Société pratique:

Il est fait par chaque factorie un recensement des hommes habitant les villages circonvoisins. Des listes nominatives sont ainsi formées et les noirs y inscrits sont convoqués à la factorie où on leur fait comprendre les bénéfices qu'ils retireront par la récolte du caoutchouc en leur exhibant des marchandises dont ils sont très friands.

La Société a, dès le début, payé d'une façon convenable et a acquis par là la confiance des indigènes. Ceux inscrits sur les listes, ont pris pour habitude de se rendre toutes les semaines à la factorie pour y échanger leurs produits.

Les moyens employés par cette Société sont des plus légaux et des plus pacifiques.***)

Ce rapport porte sur le second semestre de 1898. Quels faits se sont produits depuis lors qui ont amené l'état de troubles actuel? — L'enquête judiciaire qui se poursuit l'établira et dira si l'on se trouve en présence d'une de ces insoumissions dont ont à souffrir les débuts de toute colonisation, ou en présence de représailles indigènes provoquées par des actes de cruauté, auquel cas les auteurs responsables seront punis.

Le Gouvernement du Congo entend que le maintien de l'autorité se concilie avec les devoirs de l'humanité. Si d'une part, il réprovoque et frappe toute atteinte à la personne et à la

liberté des indigènes, il lui incombe, d'autre part, de les initier aux règles d'une civilisation supérieure, de les détourner de pratiques et de coutumes barbares, de les amener à la compréhension de la nécessité du travail. Encourager le droit à la paresse et à l'inactivité serait en définitive maintenir l'état lamentable où se trouvait l'intérieur de l'Afrique avant l'arrivée des Européens; c'est un des devoirs primordiaux d'un Gouvernement de substituer à ce régime qui engendrait l'esclavage et des luttes fratricides, un état social basé sur le travail régulier et rémunérateur.

C'est entr'autres à cette tâche ardue et non exempte de difficultés que s'emploient les agents de l'Etat.

Il s'impose au Gouvernement, dans les circonstances actuelles, de leur rendre ici un hommage reconnaissant, — surtout aux officiers belges que visent particulièrement les accusations récentes, accusations d'autant plus blâmables que, par leur généralité, elles englobent toute cette pleiade d'hommes courageux qui ont transporté au Congo les traditions de loyauté et d'honneur de l'armée belge.

Alors qu'ils se trouvent ainsi attaqués au moment où ils sont à la peine, l'Etat leur doit un salut de respect et d'encouragement, — à ces vaillants qui sont en Afrique comme volontaires, avec le noble mobile d'y propager la civilisation et d'y développer patriotiquement les intérêts belges, faisant depuis 20 ans leur devise de celle de l'Etat: „Travail et Progrès.“

Je saisis cette occasion

(s.) de Cuvelier.

Dieses der wahren Sachlage, wie weiter unten zu ersehen ist, nicht entsprechende Schreiben sollte wohl dem Minister de Fauveau die nötigen

qu'elle avait irrégulièrement commencé à établir dans le bassin de la Busira.

J'ajouterai que d'après les renseignements qui me sont donnés par un missionnaire, M. Faris, qui se rend pour quelque temps en Amérique, la S. A. B. se conduit dans le bassin de la Busira et de la Momboyo à peu près comme la S. C. A. dans la Mongala. Il y a donc lieu d'être fort réservé avant d'accorder une grande extension aux opérations commerciales de cette société. J'écris à ce sujet au Commissaire de district de l'Equateur. Les faits précis cités par M. Faris remontent à environ un an, mais il m'a déclaré que d'après les renseignements qu'il croit exacts, les vexations et même les cruautés commises envers les indigènes continuent à s'exercer. Le missionnaire dont il s'agit n'est du reste en aucune façon hostile au Gouvernement de l'Etat du Congo. Il m'a déclaré que ce qu'il exposait n'avait été dit par lui à personne et qu'il s'abstiendrait d'en parler à l'avenir.

Le Gouverneur Général

(s.) Wahis.

*) Diese Behauptung steht mit der auf S. 132 in der Anmerkung mitgeteilten Feststellung des Gerichtshofes in Boma im Falle Moray im schroffen und unlöslichen Widerspruch und stellt die Zuverlässigkeit dieser Note de Cuveliers in das gefährliche Licht.

Wie gut die Staatsverwaltung hinsichtlich des Verhaltens der beiden benannten Gesellschaften den Eingeborenen gegenüber unterrichtet war, geht aus folgendem Bericht hervor:

Gouvernement Local

No. sp. 362 Boma, le 19 Octobre 1900.

Objet

Etablissement de la S. A. B. dans le bassin de la Busira.

Monsieur le Secrétaire d'Etat

Subsidairement à ma lettre No. sp. 310 du 14 septembre 1900, j'ai l'honneur de vous remettre, sous ce pli, copie d'une nouvelle correspondance échangée avec le Directeur de la S. A. B. à propos de l'ordre donné à cette firme d'évacuer les factories

Unterlagen zur Verteidigung des KongoStaates in den Kammern liefern.

Brißt man an der Hand der im belgischen Kolonialministerium aufbewahrten Strafkanten die tatsächlichen Verhältnisse näher, und geht man den einzelnen Fällen nach, so ergibt sich doch namentlich hinsichtlich der wirklich erfolgten Verurteilung von schweren Ausschreitungen gegen die Eingeborenen öfters ein wesentlich anderes Bild, als dasjenige es ist, das solche amtlichen Verlautbarungen zu erwecken sich bemühten.

Zwischen Belgien und dem Kongo entwickelte sich im Laufe der Jahre ein rasch zunehmender Personenverkehr. Immer mehr Beamte wurden angestellt, die zahlreichen Erwerbsgesellschaften bedingten ein immer größer werdendes Personal, jeder Postdampfer brachte weitere Angestellte und führte andere in die Heimat zurück. Die Vermutung läge doch nahe, daß ein solcher reger Personenverkehr es dem Kongostaat im Interesse einer geordneten Justizpflege hätte erwünscht erscheinen lassen müssen, gerade mit Belgien so bald als möglich einen Auslieferungsvertrag abzuschließen, der es ihm ermöglichte, diejenigen, die sich am Kongo irgendeines Verbrechens oder Vergehens hatten zuschulden kommen lassen, im Mutterland zu verfolgen und vor seine Gerichte zu ziehen, nachdem es ihnen auf die eine oder andere Weise vorläufig gelungen war, sich der kongoleischen Justiz zu entziehen.

Mit Portugal und dessen Kolonien hatte der Kongostaat bereits am 27. April 1888, mit Deutschland am 25. Juli 1890, mit Liberia am 21. November 1894, mit Spanien am 30. Juli 1895, mit Frankreich am 18. November 1899 einen solchen wechselseitigen Auslieferungsvertrag zustande gebracht. Aber mit dem ihm am nächsten stehenden Belgien wurde ein solcher Vertrag höchst auffälligerweise erst am 20. Dezember 1898 abgeschlossen. Den schließlichen Anstoß zu dieser legislativen Maßnahme gab, wie besonders hervorzuheben zu werden verdient, auch nicht etwa ein am Kongo vorgekommenes Verbrechen, sondern, wie die Akten ergeben, ein in Gent durch einen schon vielfach vorbestraften Holländer Dejong begangener Doppelmord. Der Mann war im Dezember 1900 in contumaciam zum Tode verurteilt worden. Von der niederländischen Regierung wurde er auch gesucht und sie nahm an, daß er vielleicht nach dem Kongo geflüchtet sein könne. Erst als vom Haag ein diesbezüglicher Auslieferungsantrag in Brüssel gestellt wurde, entschloß man sich dort, einen förmlichen Auslieferungsvertrag zwischen dem Kongostaat und Belgien abzuschließen.

Wie aber wurde nun dieser Vertrag gehandhabt?

Er wurde, wie aus den Akten hervorgeht, nur bei ganz seltenen Gelegenheiten *) und ganz besonders faun in den Fällen zur Anwendung gebracht, wenn es sich um Verbrechen der hier in Rede stehenden Art handelte.

Zur Blütezeit des Leopoldinischen Systems der Kauffahrausbeutung des Kongo erscheint es fast als Regel, daß die Agenten des Staates oder der Gesellschaften, mit denen die Gerichte wegen Verewaltigung der Eingeborenen sich zu beschäftigen hatten, nur zu leicht Gelegenheit fanden, unter Gesundheitsvorwänden den Kongo zu verlassen, namentlich, wenn ihnen von irgendeiner Seite eine rechtzeitige Warnung zugekommen war, ehe zu einer Verhaftung geschritten werden konnte, und daß sie dann in Belgien trotz des bestehenden Auslieferungsvertrages unbehelligt blieben. Namentlich galt das in Fällen, bei denen Offiziere oder höhere Beamte in solche Vorkommnisse verewickelt waren. Dann wurde nur zu häufig nach dem Sprichwort „die kleinen Diebe hängt man, die großen läßt man laufen“ verfahren. Die untergeordneten Beamten, die unter offener Duldung und Billigung der Vorgesetzten die Eingeborenen zur möglichst ausgiebigen Kauffahrauslieferung unter Anwendung der vorchriftswidrigen Mittel „angeregt“ hatten, wurden gegebenenfalls zur Verantwortung gezogen, die Vorgesetzten aber, unter deren stillen Duldung und Mitwisserschaft die Grausamkeiten begangen worden waren, ließ man unbehelligt, namentlich, wenn sie sich in Belgien befanden und sich hüteten, nach dem Kongo zurückzukehren.

Die Akten ergeben, daß auch die übrigen Auslieferungsverträge fast nur in solchen Fällen zur Anwendung kamen, in denen es sich um Polizei- und Untersuchungsgefangene handelte, denen es gelungen war, aus dem Gefängnis in Boma auf portugiesisches Gebiet zu flüchten. Vier solche Fälle waren in den Akten bis 1908 zu finden.

*) Soweit die bezüglichen Akten erkennen lassen, ist der Auslieferungsvertrag zwischen dem Kongostaat und Belgien bis zur Zeit der Annexion des ersteren nur zweimal zur praktischen Anwendung gekommen. Das eine Mal im Fall eines Exbankiers Van den Dal aus Brüssel, der zahlreiche Kunden betrogen hatte und deshalb dort zu acht Jahren Gefängnis verurteilt worden war. Er war nach dem Kongo entflohen, wo er bei einer Gesellschaft Stellung gefunden hatte. Der zweite Fall betraf einen Exagenten der Magazins-Généraux, Rhein. Franjoie von Webrul, der in Waddi seiner Gesellschaft 9000 fr. in Waren und Geld unterschlagen hatte und deshalb zu sieben Monaten Gefängnis verurteilt worden war. Es gelang ihm, nach Frankreich zu entfliehen, wo er als Franjoie nicht ausgeliefert werden konnte. Schließlich tauchte er in Brüssel auf, wurde dort verhaftet und auf telegraphischen Antrag von Boma aus am 18. Juli 1900 von Antwerpen nach dort verschifft, um seine Strafe zu verbüßen.



Dieser Zustand war am Kongo so bekannt und vor allem den Justizbeamten so bewußt, daß ein kongoleischer Richter, Dr. Büchler, ein Schweizer von Geburt und Verfasser eines vielbeachteten Werkes: „Der Kongostaat Leopolds II.“ sich über diese Verhältnisse bei offener Tafel der Station Lužambo aufhalten konnte. Er sagte einem belgischen Leutnant: „Des traités d'extradition existent entre l'Etat Indépendant et les Colonies voisines, mais il n'existe pas de traité semblable entre la Belgique et l'Etat Indépendant, sinon la plupart des officiers belges seraient en prison à Boma et c'est pour ce motif que cela n'existe pas.“

Das war natürlich ein Irrtum, zeigt aber nur, daß der Auslieferungsvertrag so wenig in Anwendung kam, daß selbst ein Richter von seiner Existenz nichts wußte. Über diese Äußerung zur Rede gestellt, erklärte derselbe am 3. Februar 1906 schriftlich: „Puisque je m'adressais à un officier belge, je trouvais bon d'exemplifier ma thèse (difficultés énormes que rencontre ici la justice pour suivre sa marche régulière) en le rendant attentif sur le fait qu'il y a entre autre bon nombre d'officiers belges contre lesquels la justice avait été saisie, sans que l'on ait pu donner suite à ces affaires, avant tout, parce que ces messieurs se trouvaient en Europe, bien avant que le Parquet ait seulement pu établir s'il y a lieu à des poursuites judiciaires ou non. Voilà le sens de mes paroles, quant aux termes exacts que j'ai employés je ne m'en souviens plus, mais du moment, qu'ils ont froissé plusieurs personnes qui étaient présentes, je puis vous certifier que mes expressions doivent avoir dépassé ma pensée, et que je n'ai jamais eu l'intention d'offenser le corps d'officiers belges. La maladresse grave que j'ai commise dans cette discussion c'était d'exemplifier par des «officiers belges» au lieu de parler tout simplement «d'Européens» ou de «blancs».“

Am 29. März 1906 schreibt der Procureur d'Etat Bafesse an den General-Gouverneur über diesen Zwischenfall:

„M. Büchler a eu tort de parler comme il l'a fait au mess de Lusambo. Il le reconnaît d'ailleurs lui-même dans sa lettre du 3. 2. Nr. 25/I et ajoute qu'il n'a jamais eu l'intention d'offenser quelqu'un. Ces écarts de langage sont déplorables surtout chez un magistrat. Ils n'ont cependant pas la portée qu'on veut leur donner. M. Büchler a voulu dire qu'il y avait des gens qui réussissent à se soustraire à l'action de la Justice en rentrant en Belgique et c'est un fait vrai, beaucoup y sont

dans une quiétude parfaite. Il s'est exprimé très maladroitement puisqu'il commettait une erreur de droit: il y a un traité avec la Belgique mais il ne prescrit naturellement pas aux contractants de se livrer réciproquement leurs nationaux.“

Da Dr. Büchler*) einen sehr wunden Punkt der kongoleischen Justiz berührt hatte, den man nicht gern aufrühren mochte, ist es begreiflich, daß diese Sache keine weiteren unmittelbaren Folgen für ihn hatte.

Zu welchen Mißständen und Ungerechtigkeiten die geradezu systematische Nichtanwendung des bestehenden Auslieferungsvertrages mit Belgien den alten Kongostaat führten, das sei hier nur aus einem Beispiel aus den Akten dargelegt.

Im März 1891 war der Sergeant des Linieninfanterie-Regiments Nr. 9 Edmond Tiffens als Sergeant de la Force Publique mit einem Anfangsgehalt von 1500 Fr. in die Dienste des Kongostaates getreten. Er rückte zum Unterleutnant auf und lehrte nach Ablauf seiner ersten Dienstperiode im April 1896 nach Belgien zurück. Im November 1897 sehen wir ihn mit einem Gehalt von 3000 Fr. nach dem Kongo zurückkehren, wo er nach Djabrit am Kelle geschickt wird. Im Februar 1898 erhält er den Titobwa-

*) Dr. Büchler war nur kurze Zeit im Dienst des Kongostaates. Er wurde am 6. Januar 1906 angenommen und kehrte bereits am 21. Oktober 1906 aus Privatgründen nach Antwerpen zurück. Seine späteren Gesuche um Wiederverwendung fanden, wie nach dem oben Mitgeteilten begreiflich erscheint, keine Berücksichtigung. Am 25. November 1913 wurde er endgültig mit der Begründung abgewiesen: „Il est notamment de rôle que les anciens fonctionnaires magistrats et agents qui ont à un moment donné réalisé leur intention de quitter définitivement le service ne sont plus agréés, au surplus le personnel colonial est au complet.“ Die Rücksicht auf die Pflanzung einer Wiederanstellung hat Dr. Büchler, wie man anerkennen muß, nicht abgehalten, die Verhältnisse des Kongostaates in seinem Buch in tunlich objektiver Weise darzustellen. Freilich ist das Schluszkapitel über „Das sogenannte leopoldinische System“ nicht viel mehr als eine sachliche Zusammenfassung der verschiedenen, in der ersten wissenschaftlichen Kongoliteratur hervorgetretenen Ansichten über diese Materie. Sie geht weniger darauf aus, selbst zu urteilen, als dem Leser zuverlässiges Material zur eigenen Urteilsfällung zu unterbreiten. Bei der ausgeprochenen marxistischen Denk- und Anschauungsweise Dr. Büchlers, die in dem modernen sozialistischen nur den Verzicht der Kapitalistenklasse erblickt, Länder mit fremder ökonomischer Struktur in den kapitalistischen Reproduktionsprozeß einzubeziehen, so daß es gar keine Arbeits-, sondern nur noch Ausbeutungskolonien gibt, ist nur das eine unverständlich, daß er es über sich gewinnen konnte, sich selbst in die Dienste eines solchen Systems zu stellen bzw. daß er, nachdem er das Wesen der kongoleischen Kolonisation während seiner ersten Dienstperiode kennen gelernt hatte, noch Wert darauf legte, nach dem Kongo zurückzukehren.

Posten am Vima, einem linken Nebenflusse des Ilesse. Hier wird er im April Leutnant, sein Gehalt steigt in der Zeit von Oktober 1898 bis November 1900 von 3400 auf 5000 Fr.; man muß also mit seinen Diensten sehr zufrieden gewesen sein. Im September 1900 wird ihm die Leitung des Ilesse-Djibir-Gebietes übertragen. Er verläßt daher den Libokwa-Posten, wo nur sein bisheriger Untergebener, ebenfalls ein früherer Sergeant der belgischen Armee, Remi Janssens zurückbleibt. Zum Capitaine im März 1901 befördert, kehrt Tilkens nach Ablauf seiner zweiten Dienstperiode im April 1901, geschmückt mit dem Etoile de service à 2 raies, nach Belgien zurück.

Nach seinem Weggang überfielen die durch eine, wie wir weiter unten sehen werden, jahrelang fortgesetzte überaus grausame Behandlung zum äußersten getriebenen Eingeborenen der Nachbarschaft nächstlicherweile den Libokwa-Posten. Nach den bestehenden Vorschriften waren die Gewehre der Besatzung, weil der Staat seinen eigenen Truppen nicht völlig trauen konnte, im Magazin eingeschlossen. Die aus 52 Mann bestehende Besatzung ergriff die Flucht, da sie fast ohne Waffen war. Ihr Chef war mit seiner schwarzen Geliebten, ohne den Versuch zu machen, sie zu jammeln oder seinen Revolver zu gebrauchen, durch das Fenster gesprungen und irrite drei Tage mit dem ihm zur Seite bleibendem Weib ziellos im Wald herum, ohne auch nur daran zu denken, die benachbarte, nur wenige Stunden entfernte nächste Station zu benachrichtigen. Bloß der Umstand, daß ein farbiger Sergeant und ein Corporal tapfer Stand hielten und ein Gebäude der Station verteidigten, veranlaßte die Eingeborenen, sich schließlich zurückzuziehen. Dieser Vorfall brachte den Stein ins Rollen. Der ohnehin kranke Janssens wurde im März 1901 *revoqué pour avoir gravement manqué à ses devoirs militaires de chef de poste en ne prenant pas les dispositions voulues pour assurer la conservation de son poste* und in Boma in Untersuchungshaft genommen.

Die dortigen Gerichte beischäftigten sich wiederholt mit seinem Fall. Am 19. September 1901 vom Kriegsgericht zu zehn Jahren Straffhaft verurteilt, erklärte auf seine eingelegte Berufung der Conseil de guerre d'appel am 14. Oktober, daß, weil es sich um einen Fall handle, auf den ev. Todesstrafe stehe und weil ein Weiber in Frage komme, das Kriegsgericht inkompetent gewesen sei und vernies den Fall an das Tribunal in Boma, das den Angeklagten freisprach. Auf eingelegte Berufung des Staatsanwalts erkannte der Cours d'appel in Boma am 24. Dezember 1901, daß die Voruntersuchung gegen den Angeklagten nicht vorchriftsmäßig vorgenommen, die Zeugen nicht

ordnungsmäßig vereidigt und verhört und andere Verstöße gegen die bestehenden Bestimmungen vorgekommen seien. Er erkannte daher, daß vor der Urteilsfällung eine Reihe der wichtigsten Zeugen vor den Gerichtshof zu laden seien. In Anbetracht der großen Entfernungen und um dem Angeklagten zu ermöglichen, nach dem ihm zustehenden Heimurlaub wieder vor Gericht zu erscheinen und seine Verteidigung zu führen, ordnete das Gericht an, daß das Urteil bis zum Juli 1902 zu verschieben sei. Der Angeklagte trat am 4. Januar 1902 seine Heimreise an. Am 2. August 1902 erkannte das Gericht in Abwesenheit des selbstverständlich nicht nach Boma zurückgekehrten Janssens unter Zustimmung mildernder Umstände wieder auf eine Strafe von zehn Jahren und auf militärische Degradation. Eine Folge hatte das Urteil nicht, ein Auslieferungsantrag wurde vom Kongostaat an Belgien in dieser Sache nicht gestellt.

Ein Bruder des Angeklagten hatte sich während der schwebenden Unterzuchung an den Staatssekretär de Cuvelier gewendet und unter Einreichung von Briefen des Beschuldigten die Erwartung ausgesprochen, daß an seinem Bruder keine so schreiende Ungerechtigkeit einer Verurteilung begangen werden würde, während die ebenso schuldigen Vorgesetzten derselben frei ausgingen. *„Je ne demande la punition de personne, je ne demande simplement que ceci: Mon frère sera renvoyé des fins de la poursuite et repatrié le plutôt possible comme si de rien n'avait été. Voila la seule et unique chose que je demande et qui est juste.“* Andernfalls drohte er, die Sache in die Zeitungen zu bringen und sich an Deputierte zu wenden.

Die Vorgänge, die zu der Erhebung der Eingeborenen in der Umgebung der Station Libokwa geführt hatten, die grausame Behandlung derselben, bei der Janssens, wie wir weiter unten sehen werden, ebenfalls beteiligt gewesen war, kamen bei den Gerichtsverhandlungen nicht näher zur Sprache. Jedenfalls erfolgte seine Verurteilung nur auf Grund seines militärischen Verhaltens bei dem Anfall auf den Posten. In einer Aktiennotiz findet sich folgende für die Stellung der kongoleischen Behörden kennzeichnende Stelle: *„Dans sa lettre Nr. 1040, du 22 novembre adressée à l'Intérieur, le Gouverneur Général écrit que les considérations émises par le Commissaire Général Lahaye, dans un rapport sur la révolte d'où est sortie l'affaire de lâcheté reprochée à Janssens, concordent sur beaucoup de points avec les extraits des lettres de Janssens que le Département avait envoyés à Boma. Dans ce rapport Lahaye se trouve néanmoins le passage suivant: »je ne puis*

cependant conclure à des poursuites judiciaires contre l'officier en cause» (Tilkens) et il ajoute que la faute de ces exactions doit être imputé aux ordres donnés concernant la surproduction du caoutchouc et le miroitement de distinctions honorifiques." Hier wird also offen den von oben her kommenden Mahnungen, die Kautschufammlung zu steigern, und den übllichen Ordnungsverleihungen für eine solche erfolgreiche Tätigkeit die Ursache solcher Ausschreitungen gegen die Eingeborenen zugeschrieben.*)

Das Bestreben, die ganze Angelegenheit zu vertuschen, geht aus dem vorstehenden deutlich hervor. Das wäre für die Folge wohl auch nach Bunisch eingetreten, wenn der Capitaine Tilkens ruhig in Belgien geblieben sein würde. Für eine weitere Verwendung im kongoischen Dienst kam er, nachdem er durch Zausens der Wit-

*) Schon Prof. J. Cartier hat in seinem Buch: „Etude sur la situation de l'Etat Indépendant du Congo, Bruxelles 1906“, in dem er gegenüber seinen in dem von ihm im Jahre 1898 veröffentlichten Werke: „Droit et administration de l'Etat Indépendant du Congo“ vertretenen Ansichten über den Kongostaat von einem Punkt zu einem Zusatz wurde, mit Schärfe auf diese Verhältnisse hingewiesen (S. 116): „IV. Des circulaires répétées attirent l'attention des fonctionnaires sur la nécessité d'accroître sans cesse le rendement de l'impôt. — La Commission signale et critique cette insistance. Elle montre (Rapport, p. 169) qu'au moment même où l'Etat a régularisé l'impôt et l'a établi sur une base légale, il a fait savoir aux commissaires de district que l'application de la nouvelle loi devait avoir pour effet d'imprimer une progression constante aux ressources du Trésor. Les agents, portés à la sévérité par l'appât du gain, y sont aussi poussés par la crainte de mécontenter leurs supérieurs.“

V. Les auteurs des infractions commises contre les indigènes ne sont point régulièrement poursuivis. — Faut-il s'étonner que certains agents de l'Etat et des sociétés commerciales, excités à la dureté par l'esprit de lucre, possédant des droits discrétionnaires, échappant à toute surveillance, habitués à mépriser l'indigène et à le considérer comme une bête de somme, soient fatalement amenés à commettre des crimes ou à les tolérer? Peut d'hommes, quelle que soit la nationalité à laquelle ils appartiennent, ont assez de valeur morale pour résister à l'entraînement de l'exemple. Les fonctionnaires peuvent d'ailleurs espérer l'impunité.“

Cartier zitiert dann den Bericht der Untersuchungskommission vom Jahre 1905, der S. 106 sagt: „Les infractions commises à l'occasion de la contrainte n'ont été que rarement décelées à la Justice...“ S. 264: „La Commission a même dû constater que des instructions dirigées à deux reprises par le Parquet au sujet d'abus de ce genre (sévices envers les noirs en violation des prescriptions du règlement de discipline... ont été laissées sans suite par ordre supérieur...“ S. 278: „La Commission a constaté, en effet, que, très souvent, des instructions commencées par des substitués à charge de blancs accusés d'avoir maltraité des indigènes étaient restées sans suite par décision administrative.“

schuld angeklagt war, nicht mehr in Frage. Da er aber den Bunisch hatte, nach dem Kongo zurückzukehren, trat er in die Dienste der Co. du Kasai. Bevor er aber die Ausreise antrat, erfundigte er sich bei der Verwaltung des Kongostaates, ob seiner Rückkehr nach dem Kongo etwas im Wege stehe und namentlich, ob er dort wegen der Vorgänge in Libobwa gerichtliche Schritte gegen sich zu befürchten habe. Das wurde verneint und beruhigt fuhr er ab. Es scheint aber, daß mit dem gleichen Dampfer Anweisungen an den Gouverneur in Boma ergingen, welche sich auf seine bevorstehende Ankunft bezogen und die seine Verhaftung, unmittelbar nachdem er Boma erreicht hatte, veranlaßten. In Belgien hatte man trotz des bestehenden Auslieferungsvertrages nichts gegen ihn zu unternehmen gewagt, jetzt war er in die ihm gestellte Falle gegangen.

Nach kurzer Haft wurde Tilkens gegen Stellung einer Kaution von 5000 Fr. provisorisch aus ihr entlassen. Diese Kaution stellte er dem Gericht in Form eines Rententitels des Kongostaates über 5500 Fr., den er für seine guten Dienste während seiner zweiten Dienstperiode auf dem Posten Libobwa und als Prämie für die erfolgreiche Betätigung bei der dortigen Kautschufammlung für den Staat nach dem berücksichtigten System der »allocations de retraite aux agents qui se seraient le plus distingués« im Jahre 1900 erhalten hatte. (Vgl. hierüber den Artikel: Der Fall Stokes 1895/96 im „Deutschen Kolonialblatt“ 1916, Nr. 8/9, S. 104 ff., und in „Aus den Archiven des belgischen Kolonialministeriums“, Berlin 1916, S. 38 bis 39.) Wegen der erforderlichen Zeugenerneuerung setzte das Gericht den Verhandlungstermin auf den 23. März 1903 fest und gab dem Angeklagten auf, an diesem Tag vor Gericht zu erscheinen.

Da ihm der Procureur d'Etat Baleffe bei der ersten Vernehmung in Aussicht gestellt hatte, daß ihm für seine Taten in Libobwa ein Strafmaß von 15 bis 20 Jahren, wenn nicht lebenslangliches Gefängnis drohe, beschloß Tilkens, die Kaution im Stich zu lassen und zu fliehen. Dieje Flucht gelang ihm auch, indem er sich am 25. September 1902 an Bord des zur Heimfahrt nach Antwerpen bereitliegenden Dampfers „Albertville“ verbarg, auf dem er erst entdeckt wurde, als das Schiff längst die hohe See erreicht hatte. Der Dampferkapitän wurde übrigens für diese unbeabsichtigte Befreiung eines Gefangenen zu einer Geldstrafe von 50 Fr. verurteilt, als er bei seiner nächsten Fahrt wieder nach Boma zurückkam.

Das Gericht mußte nunmehr in Abwesenheit des Angeklagten über den Fall verhandeln. Es ergab sich folgender Tatbestand, der nach den Akten auszugsweise hier mitgeteilt sei. Kemo-

zeichnend ist, daß das Gericht nicht einmal den Versuch machte, die Verhandlung zu vertagen, bis einem ev. Auslieferungsantrag an Belgien Folge gegeben sein konnte, sondern daß von vornherein von der Stellung eines solchen Antrages, als ob es sich um eine ganz selbstverständliche Sache handle, abgesehen wurde.

Die gerichtliche Untersuchung gegen Tilkens ergab folgenden Tatbestand:

1. Tilkens hat einem Träger in Libotwa zahlreiche Diebe verjagen und ihn dann mit einer schweren Last auf dem Rücken andauernd um den Farnenmast der Station herumgehen lassen. Dann hat er einem Korporal der Wache den Befehl gegeben, auf den Mann zu schießen. Dieser Befehl wurde ausgeführt und der Eingeborene fiel mit einem Brustschuß tot zu Boden.

2. Tilkens hat drei Träger, die ihre Lasten weggeworfen hatten, an Armen und Beinen binden und sie, nachdem sie durchgepeitscht worden waren, ins Gefängnis werfen lassen. Dann hat er diese drei Leute, die mit Ketten um den Hals aneinander gefesselt waren, abgeschickt, um ihre Lasten zu suchen. Dem sie begleitenden Korporal hat er den Befehl erteilt, die Leute zu erschießen, falls sie den Versuch machen würden, zu entfliehen. Diese drei Träger wurden erschossen.

3. Tilkens hat Eingeborene in großer Zahl gefangen gesetzt, darunter mehrere Häuptlinge, hat sie mit der Fußspindel verprügelt und in Ketten selber lassen, weil sie nicht genug Raubgut zur Station brachten.

4. Tilkens hat zahlreiche Frauen der Freiheit beraubt, sie blutig schlagen lassen und sie dann als Beute seinen Soldaten überlassen. Dann hat er Männer, Frauen und Kinder in großer Anzahl ihrer Freiheit beraubt, die er während seiner gemeinsam mit dem oben erwähnten Janjens unternommenen kriegerischen Operationen gegen die Bewohner der Nachbarschaft der Station gefangen nahm, und hat sie dann im Gefängnis in schwarzen Kleid sterben lassen.*)

*) Schwer belästigt war besonders die Anzage eines Arztes, Dr. Redn, der als Gast und deshalb gegen die Selbstände nachlos die Station berührt hatte. Nach ihm befand sich das Gefängnis in zwei fensterlosen Unterräumen eines 15 m langen und 6 m breiten Gebäudes. In diesen zwei Gefängen waren oft 100 bis 120 Männer, Frauen, Kinder und Säuglinge eingesperrt. Die Insassen schlugen sich des nachts oft blutig im Kampf um einen Platz an den Türen, deren Posten den Zutritt von etwas frischer Luft gestatteten. Sie waren zu Skeletten abgemagert, denn sie erhielten höchstens ein paar Bananen als Nahrung. Sie litten fast alle an den durch Schläge erzeugten Wunden, viele daneben an Durchfall, durchweg aber an äußerster Elend und Mangel. Es kam vor, daß am Morgen von den Wachen bis sechs Tote herausgetragen wurden. Der Zeuge warnte Tilkens vor den Folgen seiner Anordnungen, jedoch ohne wesentlichen Erfolg damit zu erzielen.

Tilkens behauptet, daß er die Handlungen, wegen denen er unter Anklage stehe, im Verlauf kriegerischer Unternehmungen, mit denen er beauftragt gewesen sei, begangen habe, und entschuldigend sie mit den Schwierigkeiten, von denen er umgeben war, und mit der für ihn deshalb gegebenen Notwendigkeit, energische Maßnahmen zu ergreifen. Der Gerichtshof gibt zu, daß der Angeklagte von seinem Vorgelegten, dem Distriktschef Verstraeten, mit der Kriegsführung beauftragt gewesen ist, daß dieser ihm völlig freie Hand gelassen und ihn sogar noch aufgemuntert hat. Es gehe aus der Untersuchung in der Tat hervor, daß bei dem Angriff auf ein Dorf, bei dem zahlreiche Frauen gefangen wurden, Tilkens von dem Kommandant Verstraeten ermächtigt worden war, sich von einer Bande von 60 alten Soldaten vom Stamm der Likwangula begleiten zu lassen, der als Entgelt die Beute an gefangenen Frauen versprochen war. In der Tat erhielten diese Söldner anstatt einer Bezahlung in Stoffen die gefangenen Frauen, die unter ihnen verkauft wurden.

Eicher trug Tilkens nach Ansicht des Gerichtes Schuld an der Mißhandlung und elenden Unterbringung der Gefangenen, aber er war zugleich der Meinung, daß »celui qui procurait à Tilkens (en l'espèce le Commandant Verstraeten) ces mercenaires pour l'aider dans cette besogne, est aussi coupable que lui. De ce côté donc, il peut y avoir atténuation pour Tilkens. Les faits de captures de femmes et d'enfants, les mauvais traitements infligés aux prisonniers, la remise de femmes aux soldats en guise de récompenses, ont été commis au cours ou à la suite d'opérations autorisées par le chef de Tilkens, le Commandant Verstraeten, lequel connaissait la situation et n'a rien fait pour y mettre fin; on peut même dire que Tilkens a obéi aux ordres de Verstraeten. Il n'en est plus de même en ce qui concerne les faits de mauvais traitements subis par quatre porteurs et le meurtre de ceux-ci. Il s'agit d'actes de cruauté posés par ordre de Tilkens et qui n'ont aucune corrélation avec les opérations qu'il a dû entreprendre.«

Der Angeklagte, der von Belgien aus ein ärztliches Zeugnis eingereicht hatte, nach dem sich ihm die Rückkehr nach Afrika aus Gesundheitsrücksichten verbiete — über welches Zeugnis der Gerichtshof hinweg —, wurde am 4. April 1903 zu zehn Jahren servitude pénale in contumaciam verurteilt.

*) Nach einer Zeugnisaussage begnügte sich auch der Inspecteur d'Etat Vanollet bei einer Revision des Postens Libotwa damit, eine Anzahl der Gefangenen freizulassen, ohne Tilkens zu bestrafen oder ihn auch nur zu warnen.

Das Bemerkenswerteste an diesem Prozeß ist weniger das angeichts der Schwere der Verletzungen des Angeklagten immerhin recht milde Maß der Strafe, als der Umstand, daß von Seiten der Verwaltung des Kongostaates auch nicht das mindeste unternommen wurde, um den schwer belasteten Kommandant Verstraeten noch nachträglich zur Rechenschaft zu ziehen.*) Dieser befand sich seit dem April 1901 nach einer zehnjährigen Dienstzeit am Kongo in Belgien und blieb deshalb unangefochten und in völliger Sicherheit. Der bestehende Auslieferungsvertrag zwischen dem Kongostaat und Belgien wurde wieder einmal, offenbar absichtlich, völlig übersehen.

Am 12. September 1902 schrieb der Procureur d'Etat Waleffe an den Generalgouverneur in der Angelegenheit folgenden bezeichnenden Brief:

»M. Tilkens prétend que le Gouvernement et spécialement son chef, M. Verstraeten était au courant de la détention de ces gens à Libokwa. Il cite comme preuve une lettre du chef du Gouvernement Local du commencement de 1900 adressée à M. Verstraeten demandant des explications sur le nombre extraordinaire de prisonniers et faisant remarquer que cette façon d'agir aura pour résultat la dépopulation de la région. M. Verstraeten aurait communiqué purement et simplement cette lettre à M. Tilkens en lui disant de s'expliquer et de lui renvoyer le billet de transmission après avoir pris connaissance, et dûment signé. Dans ses explications envoyées ici à Boma, M. Tilkens aurait simplement fait remarquer qu'il avait remis en liberté les prisonniers peu après leur arrestation. Ce fait dégageait entièrement la responsabilité du Gouvernement Local mais établirait à suffisance de droit la responsabilité de M. Verstraeten.« Der Procureur erkärt sodann, daß, falls Verstraeten wieder nach dem Kongo kommen sollte, er seine Schuldfrage dem Tribunal unterbreiten werde. »Je suis certain que puis le Gouvernement m'autorise à poursuivre le subalterne, rien ne s'opposera à ce que le chef, peut-être plus coupable

*) Der Kommandant A. Verstraeten trat, nachdem er vorher Capitaine im Regiment des Carabiniers gewesen war, im Dezember 1891 in die Dienste des Kongostaates, wo er während drei Dienstperioden ausschließlich im Helle-Gebiet sich betätigte und zuletzt als Commissaire Général ein Gehalt von 12 000 Franken bezog. Im April 1901 schied er aus dem afrikanischen Dienst aus, um wieder in sein Regiment einzutreten. Er gehörte zu den zahlreichen belgischen Offizieren, die, wie das im obigen dargelegte Beispiel lehrt, sich nicht scheuten, die mit so viel Blut und Leiden besetzten Brämen des Kongostaates für die möglichst umfangreiche Kautschukproduktion anzunehmen.

encore, soit appelé à se justifier devant les Tribunaux.«

Auf die Meldung des Gouvernements nach Brüssel, daß Tilkens die Flucht ergriffen habe, schrieb die Zentralverwaltung nach Boma unter dem 21. Oktober 1902: »J'ignore si Tilkens a reçu avant son départ assignation à comparaître le 23 mars 1903, ce qui serait possible puis que la date de l'audience était déjà fixée le 22 septembre, date de votre lettre, alors que le courrier n'est parti que le 25; au cas où il n'aurait pas reçu l'assignation, j'estime qu'il n'est pas nécessaire de recourir à la procédure de l'article 14*) de notre convention d'extradition avec la Belgique vue ce qu'il vaut mieux se borner à l'assignation par voie d'affichage au siège du tribunal et laisser rendre un jugement par défaut.«

Der Bigouverneur General Fuchs begnügte sich damit, nach Fällung des Urteils durch den Gerichtshof in Boma nach Brüssel unter dem 22. April 1903 zu schreiben: »Vous estimerez, sans doute, très utile de faire signifier ce jugement à l'intéressé, en conformité avec les dispositions de l'article 14 de la convention d'extradition entre la Belgique et l'Etat Indépendant du Congo.«*) Von der Stellung eines Auslieferungsantrages war nicht die Rede.

Nach Belgien zurückgekehrt, verlangte Tilkens, vom Kongostaat vor ein belgisches Geschworenengericht gestellt zu werden. Andersfalls drohte er, die Sache vor die Öffentlichkeit zu bringen. Die Kongoregierung antwortete ihm nicht. Sie war der Ansicht, daß seiner Forderung nicht Folge gegeben werden könne »1. parce qu'il n'a dépendu que de Tilkens lui-même de comparaître de se défendre devant la justice congolaise. 2. parce que les Tribunaux congolais ayant prononcé, le Gouvernement du Congo ne croit pas devoir saisir une autre juridiction devant laquelle l'instruction de l'affaire sera nécessairement difficile ou impossible en raison de l'éloignement des lieux où les faits se sont passés, de l'absence de témoins etc.«

*) Der Artikel 3 des Auslieferungsvertrages lautet: Chaque gouvernement est libre de refuser de livrer ses propres sujets à l'autre gouvernement. (Diese Bestimmung ist eine Anomalie und entspricht nicht dem öffentlichen Rechtsbewußtsein.)

Artikel 14. En matière pénale non politique, lorsque le gouvernement de l'un des deux pays jugera nécessaire la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un individu résidant sur le territoire de l'autre pays, la pièce transmise diplomatiquement sera signifiée à personne à la requête du ministère public du lieu de la résidence par les soins d'un officier compétent et l'original constatant la notification sera renvoyé par la même voie au gouvernement requérant sans restitution des frais.

Der Kapitän, der mittlerweile zum Tagesarbeiter mit 2 Fr. Lohn herabgesunken war, strengte nunmehr gegen den Kongostaat unter Anrufung des Armenrechts eine Klage auf Zahlung der Zinsen seiner ihm innerlich überwiesenen Rente des Kongostaates an. Er wurde von den belgischen Gerichten, die sich für inkompetent und außerdem seine Ansprüche für unbegründet erklärten, da die von ihm gestellte Kaution infolge seiner Flucht der Konfiskation verfallen sei, ebenso wie ihre Zinsen, in zwei Instanzen abgewiesen. Ein von ihm nach der Thronbesteigung des Königs Albert am 23. Dezember 1909 eingereichtes Gnabengesuch wurde nach dem Gutachten des Kolonialministers abgelehnt. Schließlich wurden ihm aber doch auf Befürwortung des Ministers Rentin am 17. September 1910 die seit 1903 fällig gewordenen Zinsen sowie der von der Konfiskation nicht betroffene Teil seiner Kongotitres — die überstehenden 500 Fr. —, im Gesamtbetrag von 2261 Fr. ausbezahlt und damit die Sache zu einem jedenfalls für den vielfachen Mörder der Schwarzen am Kongo nicht ganz unbefriedigenden Abschluß gebracht.

Wie sehr die belgische Kolonialverwaltung auch nach der Annexion bemüht war, nichts über die Verfehlungen ihrer Beamten verlautbaren zu lassen, geht auch aus folgendem hervor:

Unter dem 18. August 1909 hatte der Vizegouverneur General Lantounois an alle Territorialchefs (unter 5^{me} Direction, Justice Nr. 6364) Objct: Instructions en matière d'extradition) ein gedrucktes Zirkular erlassen, dessen erster Absatz folgendermaßen lautete:

«J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement a constaté, dans ces derniers temps, que des extraditions de personnes étrangères*) ont été opérées abusivement par nos autorités territoriales au mépris de toute disposition légale. Afin de mettre fin à ces modes de procéder illégaux, je vous prie d'avertir les agents sous vos ordres que les instructions produites ci-dessous devront strictement être observées à l'avenir en cette matière.»

Daraufhin erhielt Lantounois unter dem 26. September 1909 folgenden Erlaß (Nr. 713) aus Brüssel:

«En examinant le texte de la circulaire que vous avez adressée aux autorités territoriales

*) Es handelte sich hierbei meist um die willkürliche und unter Außerachtlassung der gesetzlichen Vorschriften öfters vorgenommene Auslieferung von farbigen fremder Nationalität an die englischen und deutschen Kolonialbehörden an der Ostgrenze des Kongostaates.

au sujet des règles à suivre, en matière d'extradition, mon attention a été attirée sur la façon dont est libellé le 1^{er} alinéa de cette circulaire.

Je crois utile de vous signaler à nouveau, à cette occasion, l'intérêt qui existe pour l'administration de s'efforcer à ne pas relever, dans des circulaires de ce genre les abus ou procédés illégaux contre lesquels vos instructions sont dirigées.

Il importe, en effet, d'éviter autant que possible de donner prise aux attaques dont l'administration peut être l'objet, et il est clair que les critiques se produiront plus facilement si la constatation est faite officiellement de la non-observation des dispositions légales réglant l'une ou l'autre matière.

Dans l'espèce actuelle il eut suffi de rédiger le début de la circulaire jointe dans le sens suivant:

J'attire toute votre attention sur la règle ci-dessus relative à la matière de l'extradition et vous prie d'avertir les agents sous vos ordres de les observer strictement.

Pour le Ministre des Colonies

Le Ministre des Finances.»

Die belgische Kolonialverwaltung hatte zu solchen Unterdrückungsvorschriften über ungünstige Vorkommnisse in der Kolonie vielfach auch allen Anlaß. Denn so redlich sie nach der Annexion auch bemüht war, Ordnung zu schaffen und das Beamtentum zu säubern, so stießen sich diese Bestrebungen doch immer wieder an den großen Schwierigkeiten, einen tüchtigen und zuverlässigen Beamtenstamm aus dem sich anbietenden Ersatzmaterial zu schaffen, was bei dem in Belgien so im argen liegenden Schulwesen nicht wunder nehmen kann.

So mußten z. B. noch im Jahre 1913 nicht weniger als 11 Angestellte aus dem Dilolo-See-Distrikt zum Teil wegen horrender Vergehen vor Gericht gezogen werden.

Der Chef de secteur, Unterleutnant Hippolyte Martin, stand wegen Mord, Totschlag, Inbrandsetzung von Dörfern usw. unter Anklage. Er wurde durch das Appellgericht in Elisabethville zu 12 Jahren Zwangsarbeit und 1600 Fr. Schadenersatz an die beschädigten Eingeborenen verurteilt. Auf eingelegte weitere Berufung wurde er Anfang 1914 nach Belgien gebracht, um vor den Conseil Supérieur in Gent gestellt zu werden. Am 2. August 1914 beantragten seine Verwandten beim Kolonialministerium, ihn aus dem Gefängnis Forest freizulassen, da Martin »ne voudrait aban-

donner la défense de son pays dans un moment aussi critique que maintenant».

Am 11. August schrieb er mit der Bearbeitung dieser Eingabe im Kolonialministerium beauftragte Beamte zu derselben:

«Je propose de classer purement et simplement. Le département n'a aucun pouvoir pour réclamer même momentanément le sieur Martin. Le pays n'a pas d'intérêt à verser dans le rang un officier condamné même en premier degré pour des actes monstrueux du genre de ceux reprochés au sieur Martin.»

Ein Genosse dieses Martin, der Tierarzt Ferdinand Hubert, war wegen extorsion par violences, attentat à la pudeur, outrages aux bonnes moeurs, arrestations arbitraires, détournement unv. angeklagt. Er hatte, zum Teil in Begleitung des Martin, den Eingeborenen ihr Großvieh gewaltsam geraubt und dasselbe zu seinem Vorteil an portugiesische Händler verkauft, ebenso wie Vieh aus Herden, die dem Staat gehörten. Zur Charakteristik der Sittlichkeitsverbrechen, deren er und mehrere andere Angestellte angeklagt waren, seien hier nur einige Anklagepunkte angebeutet: 11. en novembre 1911 à Tshamba, se trouvant en compagnie d'Arboulot et Souville, avoir obligé la femme Nalesh, à lui faire l'onanisme buccal 12. avoir . . . attenté à la pudeur des nommés Zama, Galula et Nalesh en obligeant le nommé Zama à avoir en sa présence des rapports sexuels, ou à les simuler, avec la nommée Galula . . . 14. avoir . . . obligé la petite Longesa, âgée d'environ 10—11 ans, à lui faire l'onanisme buccal . . . 16. . . . avoir obligé le boy Mazele à avoir des rapports sexuels, ou à les simuler, avec une femme très âgée sur la terrasse de sa maison . . .

Zum Juli 1914 vom Appellgericht zu 2 1/2 Jahren verurteilt, wurde er im Raïson Centrale in Elisabethville interniert, obwohl seine Eltern und Freunde wiederholt Gnadenersuche für ihn einreichten.

Diese Vorgänge veranlaßten den stets eifrig um eine Säuberung des belgischen Kolonialbeamtenums bemühten Vegetationsrat Orts folgenden Stoßzieher zu den Alten zu geben:

J'ai reçu communication d'un dossier judiciaire concernant le nommé H u b e r t, vétérinaire, accusé d'avoir commis des excès, des actes de pillage et de violences sans nombre dans la région de Dilolo (frontière portugaise).

Notamment ce fonctionnaire se serait rendu dans l'Angola avec une troupe de soldats pour y réaliser le produit de ses rapines ou même

pour se livrer à des razzias de bétail en territoire portugais.

Je me suis demandé par quel concours de circonstance le commandement de troupes placées à la frontière et chargées de la pacification d'une région troublée était exercé par un vétérinaire.

C'est ainsi, que j'ai appris que le dit Hubert remplissait à Dilolo les fonctions de chef de poste.

Il faut se rappeler qu'après l'arrangement qui a mis fin en 1910 à notre différend avec le Portugal à propos du lac Dilolo, des instructions avaient été envoyées en Afrique à l'initiation de la 1. direction générale prescrivant de prendre des mesures à l'effet d'étendre notre autorité sur la région précédemment contestée dont les habitants avaient complètement échappé à notre influence. C'était au poste de Dilolo qu'était réservé cette action politique qui requiait du tact et de l'expérience. Voilà que nous apprenons que la direction en a été confiée à un vétérinaire.

Il est arrivé ce qui se serait produit si même ce vétérinaire n'avait pas été un misérable: le rapport politique du Kasai pour 1911 nous aurait déjà appris que tout le ressort du poste de Dilolo était dans un état de trouble grave. Pour ce seul exercice l'administration du vétérinaire Hubert enregistrait 32 indigènes tués.

C'est un nouvel exemple des bienfaits que l'administration belge assure aux populations qui lui sont confiées: Lorsqu'elle a occupé la rive O. du lac Albert le sang y a coulé aussitôt, au Kivu notre administration à peine installée, provoquait des troubles et de justes plaintes, au Dilolo elle pille l'indigène et le massacre.

Dans ce dernier cas les responsabilités ne reposent pas exclusivement sur l'auteur des méfaits, ni même sur ses chefs directs qui n'ont cessé de réclamer le personnel indispensable pour administrer les territoires qui leur sont confiés. Il ne suffit pas d'ordonner à l'administrations locale d'occuper des territoires, il faut encore lui en fournir les moyens. Le Gouvernement central ne s'acquitte pas de ce devoir en jetant dans le pays quelques individus incapables, dominés par des instincts primitifs et privés de direction qui y portent la ruine.

Cet incident met en lumière, d'autre part, une curieuse erreur de l'administration.

On peut se demander en effet quel rôle un vétérinaire et un éleveur de bétail étaient

appelés à jouer dans un territoire non pacifié, dont la situation ne réclamait que la présence d'un agent politique appuyé de quelque police?

Que faisait ce vétérinaire dans ce pays qu'il parcourait à la tête des soldats obligés de faire le coup de feu pour lui frayer la route? Les connaissances de ce spécialiste n'auraient-elles pas trouvé un meilleur emploi ailleurs, là où sa présence ne pourrait être une cause de désordre et troubler l'action de l'administrateur? (s.) O.

Man wird in der ganzen weitstehenden Kongoliteratur lange nach einem Beispiel suchen müssen, in dem in so unverhüllter Weise und mit so scharfen Worten die Sünden der belgischen Kolonisation am Kongo, nicht etwa in der Blütezeit der Leopoldinischen Periode, sondern noch in

neuester Zeit gekennzeichnet werden, wie es in den obigen Ausführungen durch einen hohen, mit den Verhältnissen genau vertrauten Beamten des belgischen Kolonialministeriums geschieht. Sie lauten denn doch etwas anders als die pathetischen Worte in der eingangs angeführten Note des Herrn de Cuvelier und als die bis zum Überdruß abgenutzten Redewendungen von der großen Sache der Humanität, Philantropie, Verbreitung der europäischen Zivilisation, Verbesserung des Loses der Eingeborenen usw., die sich in der kongofreundlichen Literatur so breit machen. Ein System, das noch nicht dazu gelangt ist, durch strengste Sichtung des Beamtenpersonals zu verhüten, daß der unwürdigste Abfaham und die moralisch tiefsten Vertreter des Mutterlandes nach der Kolonie gefandt werden, verdient solche übertriebenen Lobprüche wahrhaftig nicht.

Kolonialwirtschaftliche Mitteilungen.

Deutsche Kolonial-Eisenbahn-Bau- und Betriebs-Gesellschaft zu Berlin.*)

Infolge der Besetzung der Deutschen Schutzgebiete durch den Feind und des Abbruchs jeglichen Verkehrs mit den Schutzgebieten vermögen wir über den Fortgang unserer Arbeiten während des Jahres 1916 und den jetzigen Stand der einzelnen Bau- und Betriebsunternehmungen nur wenige Mitteilungen zu machen.

In Togo und Deutsch-Südwestafrika wurde infolge der Besetzung durch den Feind keine Tätigkeit ausgeübt.

Auch in Kamerun mußte die Bau- und Betriebs-tätigkeit bei der kameruner Mittellandbahn im Laufe des Jahres 1916 infolge der Besetzung durch den Feind völlig eingestellt werden, nachdem bereits im Vorjahre der Betrieb auf der Kamerun-Nordbahn hat eingestellt werden müssen. Die Angestellten der kameruner Mittellandbahn sind nach Spanien überführt worden, soweit sie nicht in Kriegsgefangenschaft gerieten.

In Deutsch-Südwestafrika wurde der Betrieb der Nambarabahn, soweit möglich, bis zur vollständigen Besetzung des Nambarabahngebietes, etwa bis Anfang Juni 1916, aufrechterhalten. Wie lange noch im Jahre 1916 am Umbau der Stammstrecke und am Neubau der Strecke Moschi—Wruha gearbeitet worden ist, entzieht sich unserer Kenntnis.

Die Zusatzerträge des Jahres 1916 betragen 250.550 M. Dagegen erforderten Aufwände 33.739 M. und Rückstellung für Lohnsteuer 6000 M. Es wird vorgeschlagen, den Nettogewinn von 210.811 M. wie folgt zu verwenden: an den ordentlichen Reservefonds 195.400 M., 5 v. H. Gewinnanteil an die Anteilseigner 200.000 M., weitere Dotierung des ordentlichen Reservefonds mit dem Restbetrage von 270 M.

*) Aus dem Bericht über das 12. Geschäftsjahr (1916).

Carl Bödiker & Co. Kommanditgesellschaft auf Aktien.*)

Von unseren überseeischen Niederlassungen liegen nur spärliche oder gar keine Nachrichten vor. Südwestafrika sandte uns außer der im vorigen Bericht erwähnten einen Million weitere 325.000 M. Es scheint, daß unsere Filialen in diesem Schutzgebiet die Möglichkeit haben, Gewinne zu machen. Aber den Umfang können wir uns nicht äußern, da die britische Zensur Berichte über geschäftliche Dinge nicht durchläßt.

Die Niederlassungen in Tjingtau und Hongkong sind ihres europäischen Personals beraubt. Auch Canton dürfte mangels jeder Verbindung mit dem Auslande untätig sein; gelegentliche kurze Berichte melden lediglich die Gesundheit des Personals. An Tinnanku, Charbin und Sibirien sind feinerlei Nachrichten zu uns gelangt.

Innere Marktentereien und ausländischen Betriebsstellen, soweit wir mit ihnen in Verbindung stehen, haben gute Ergebnisse erzielt. Infolge glücklicher Vorbereitungen gelang uns im Berichtsjahre die Einfuhr großer Warenendungen im Werte von vielen Millionen Mark zu einer Zeit, als die Grenzen gegen Deutschland für diese Waren schon seit langem verschlossen waren. Die auf eine Zentralisation des gesamten Handels gerichteten wirtschaftlichen Maßnahmen der Regierung erleichterten die Aufnahme und Durchführung von Geschäften in einer über die Regierungsbürokraten offenbar hinausgehenden Weise. Wenn wir trotzdem befriedigend arbeiteten und auch gegenwärtig noch Gewinne erzielen, so liegt das an den besonderen Verhältnissen unserer Firma, die durch ihre zahlreichen Zweigstellen und Verbindungen immer wieder vor neue und interessante Projekte gestellt wird. Die im Preussischen Abgeordnetenhaus angewonnenen Entschlüsse,

*) Aus dem Geschäftsbericht über das 20. Geschäftsjahr (1916).